



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 2 juillet 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
2 juillet 2026
n° 25 / 8134^e
pages 1161 à 1216



ÉDITORIAL

1161 La nécessaire prescience d'une erreur pour un conjoint, *Didier Guével*

ACTUALITÉS

- 1164 Frais bancaires (succession) : inconstitutionnalité du régime
- 1165 Pratique commerciale déloyale : domaine d'application de l'interdiction
- 1165 Transport maritime (responsabilité du pilote) : constitutionnalité du régime
- 1167 Urbanisme (mise en conformité) : demande de remise en état ou démolition
- 1169 Action publique (suspension) : portée de la loi du 27 février 2017

LECTURES

1171 Défiance envers les institutions : le décryptage des juristes, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINT DE VUE

1172 120^e anniversaire de l'arrêt *Dreyfus*, Chambres réunies de la Cour de cassation, *Bernard Beignier*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1181 **Chronique** : Les interdits procréatifs à l'épreuve de l'intérêt supérieur de l'enfant, *Tossi Fassassi*
- 1190 **Panorama** : Droit du travail, *Stéphane Vernac et Ylias Ferkane*
- 1202 **Notes** : Point de départ du délai de prescription de l'action en nullité pour vice du consentement, *note sous Civ. 1^{re}, 20 mai 2026, Jean-Jacques Lemouland*
- 1206 Viols sur mineurs : illustration civile du crépuscule de la prescription, *note sous Civ. 2^e, 7 mai 2026, Jean-Pierre Rosenczveig et Younes Bernand*
- 1211 Et voilà pourquoi votre fille est muette, ou Critique de l'édition critique comme œuvre, *note sous CJUE 19 mars 2026, Michel Vivant*

ENTRETIEN

1216 Philippe Blachère – Les commissions d'enquête parlementaire



Lefebvre Dalloz

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

Recueil Dalloz

recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Dalloz

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET

DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,
CORINNE GENDRAUD

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

* DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

* RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL

* CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

* ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMÉIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Étranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juillet 2026

LEFEBVRE DALLOZ

Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges

CS 90358

92072 Paris La Défense cedex

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

572 195 550 RCS Nanterre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Didier Guével

La nécessaire présence
d'une erreur pour un conjoint

1161



ACTUALITÉS

1164

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Frais bancaires (succession) :

inconstitutionnalité du régime,

Cons. const. 19 juin 2026

Consommation

Pratique commerciale déloyale :

domaine d'application de l'interdiction,

Com. 24 juin 2026

Contrat d'affaires

Transport maritime (responsabilité

du pilote) : constitutionnalité du régime,

Cons. const. 25 juin 2026

Propriété intellectuelle

Brevet d'invention (demande) :

qualité à agir du demandeur,

Com. 24 juin 2026

1167

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Responsabilité civile (enseignement) :

faute personnelle des professeurs,

Civ. 2^e, 18 juin 2026

1167

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Urbanisme (mise en conformité) :

demande de remise en état ou démolition,

Civ. 3^e, 18 juin 2026

Copropriété

Assemblée générale (convocation) :

défaut de pouvoir du syndic,

Civ. 3^e, 18 juin 2026

Budget provisionnel (provisions) :

défaut de paiement, Civ. 3^e, 18 juin 2026

1168

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Vie privée (droit à l'image) : vidéo

à caractère sexuel, Crim. 23 juin 2026

Presse et communication

Injure publique (membre du ministère) :

ancien ministre de l'éducation nationale,

Crim. 23 juin 2026

Procédure pénale

Action publique (suspension) :

portée de la loi du 27 février 2017,

Crim. 23 juin 2026

Perquisition (avocat) : contestation

sur le caractère saisissable des documents,

Crim. 23 juin 2026

1170

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (condusions) :

formulation des prétentions des parties,

Civ. 2^e, 18 juin 2026



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

1171

Défiance envers les institutions :
le décryptage des juristes

Recueil Dalloz - 2 juillet 2026 - n° 25

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

2 juillet 2026 - n° 25 / 8134°



POINT DE VUE

1172

120^e anniversaire de l'arrêt *Dreyfus*
Chambres réunies de la Cour de cassation
par Bernard Beignier



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1175

Les sanctions civiles de l'obligation générale
d'information précontractuelle des consommateurs
à la lumière de la jurisprudence
par Jean-Denis Pellier

1181

Les interdits procréatifs à l'épreuve
de l'intérêt supérieur de l'enfant
par Tossi Fassassi

PANORAMA

1190

Droit du travail
juillet 2025 – mars 2026
par Stéphane Vernac et Ylias Ferkane

NOTES

1202

Point de départ du délai de prescription
de l'action en nullité pour vice du consentement,
note sous Civ. 1^{re}, 20 mai 2026
par Jean-Jacques Lemouland

1206

Viols sur mineurs : illustration civile du crépuscule
de la prescription, *note sous Civ. 2^e, 7 mai 2026*
par Jean-Pierre Rosenczweig et Younes Bernand

1211

Et voilà pourquoi votre fille est muette
ou Critique de l'édition critique comme œuvre
note sous CJUE 19 mars 2026
par Michel Vivant



ENTRETIEN

1216

Philippe Blachère – Les commissions d'enquête parlementaire

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Recueil Dalloz - 2 juillet 2026 - n° 25

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agrées – 70^e année

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Affaires

[Événement] **La fiducie sur titres sociaux - Propos introductifs**

Par Bruno Berger-Perrin

[Événement] **Les différentes utilisations de la fiducie sur droits sociaux**

Par Marielle Andreani

[Événement] **Les spécificités du transfert de titres sociaux dans un patrimoine fiduciaire**

Par Dominique Davodet

[Événement] **La fiducie-sûreté sur droit sociaux à l'épreuve du feu !**

Par Augustin Aynès

[Événement] **Le règlement des contentieux concernant la fiducie sur titres**

Par Silvestre Tandeau De Marsac

Entreprises en difficulté

[Événement] **Faut-il fusionner la procédure de sauvegarde et le redressement judiciaire ? - Le pour**

Par Pierre-Michel Le Corre

[Événement] **Faut-il fusionner la procédure de sauvegarde et le redressement judiciaire ? - Le contre**

Par Marie-Hélène Monsérié-Bon

[Événement] **La cessation des paiements est-elle devenue un critère obsolète ? - Le pour**

Par Laura Sautonie-Laguionie

[Événement] **La cessation des paiements, critère obsolète ? - Le contre**

Par Nicolas Borga

Propriété intellectuelle

[Commentaire] **Nouvelle décision en matière d'upcycling : les limites juridiques du réemploi créatif**
Par Gonzague Grave

Réf. : TJ Paris, 3ème ch., 1ère sect., 21 mai 2026, n° 25/00621 **N° Lexbase : B1722EYG**

Comité scientifique :

Jérôme Carles, Avocat, Président de l'Association Droit et Commerce (président)

Augustin Aynès, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)

Nicolas Borga, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Bruno Dondero, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Julia Heinich, Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Isabelle Grossi, Professeur à Aix-Marseille Université

Anne Jourdain, Avocate au barreau de Bordeaux

À la une

L'éthique et la déontologie de l'avocat pénaliste au regard de la convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat

note par Laurent PETTITI

La convention pour la protection de la profession d'avocat consacre pour la première fois un cadre juridique contraignant garantissant l'exercice libre, effectif et indépendant de la défense par l'avocat pénaliste, tout en renforçant les principes déontologiques à la lumière de la Convention européenne des droits de l'Homme et de la jurisprudence de la CEDH.



© katatonia_AdobeStock

Actualité

Affaire Lyhanna : fautes individuelles et défaillances structurelles

focus

Doctrine

Les incidences en matière de bail commercial de la loi de simplification de la vie économique

note par Charles-Édouard BRAULT sous L. n° 2026-403, 26 mai 2026

Justice et intelligence artificielle

étude par Thomas CASSUTO

Jurisprudence

De l'accessoriété administrative à la régulation pénale des atteintes à la biodiversité

note par Inès SOUID sous Cass. crim., 19 mai 2026

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• David NOGUÉRO

Professeur à l'université Paris Cité

• Xavier LEDUCQ

Avocat au barreau de Paris, cabinet CRTD & Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRADEL et Bélinda WALTZ-TERACOL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement,

sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins

d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément

à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL492j3 ■ Affaire Lyhanna : fautes individuelles et défaillances structurelles

3

GPL491o6 ■ Victimization secondaire : pas de nouvelles obligations déontologiques pour la profession d'avocat

5

GPL492n6 ■ Bilan de mandat de Claire Hédon : « les droits et les libertés ne sont jamais acquis »

6

Technique

GPL491z7 ■ L'éthique et la déontologie de l'avocat pénaliste au regard de la convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat

note par Laurent PETTITI sous Convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat, 12 mars 2025 et Conseil de l'Europe, Rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat, STCE 226, 13 mai 2025

8

Doctrine

GPL492n8 ■ Les incidences en matière de bail commercial de la loi de simplification de la vie économique

note par Charles-Édouard BRAULT sous L. n° 2026-403, 26 mai 2026

12

GPL489i7 ■ Justice et intelligence artificielle

Le logiciel à l'épreuve de l'*imperium*

étude par Thomas CASSUTO

18

Jurisprudence

GPL492j1 ■ De l'accessorité administrative à la régulation pénale des atteintes à la biodiversité

note par Inès SOUID sous Cass. crim., 19 mai 2026

22

GPL491u4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation

par Catherine BERLAUD

26

GPL491x6 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État

par Nathalie FINCK et Samuel SEROC

30

GPL491n5 ■ Chronique de jurisprudence du droit des mineurs

par Delphine THOMAS-TAILLANDIER en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://ext.so/GPL491n5>

BL

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

33

Sous la responsabilité scientifique de

David NOGUÉRO et Xavier LEDUCQ

Avec la participation de

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRAUEL

et Bélanda WALTZ-TERACOL

PRATIQUE P. 13

IMMOBILIER

Airbnb en copropriété : le Conseil constitutionnel valide le dispositif *Le Meur*

par Benjamin Naudin**ACTUALITÉS** P. 5**ENTREPRISE**

Nouveau formalisme des
cessions de titres de sociétés
à prépondérance immobilière

PERSONNES / FAMILLE

Inconstitutionnalité de
la gratuité des frais bancaires
pour certaines successions

DROIT FISCAL

Lutte contre les fraudes fiscales :
les principales dispositions
de la loi du 25 juin 2026
intéressant le notariat

PROFESSIONS

Inspection occasionnelle
des offices notariaux :
portée de l'information
préalable du procureur

DOCTRINE P. 19**PERSONNES / FAMILLE**

Boire, manger et coucher
ensemble... le concubinage
en questions

par Clément Colas**CHRONIQUES** P. 24**IMMOBILIER**

Biens – Propriété
par Laetitia Tranchant, Alexandre
Ferracci et François Colonna d'Istria

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF232j3 ■ Nouveau formalisme des cessions de titres de sociétés à prépondérance immobilière

ENTREPRISE

DEF232i8 ■ L'action en dissolution d'une société pour justes motifs est un droit propre attaché à la qualité d'associé

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF232i9 ■ Inconstitutionnalité de la gratuité des frais bancaires pour certaines successions

FISCAL

DEF232j0 ■ Lutte contre les fraudes fiscales : les principales dispositions de la loi du 25 juin 2026 intéressant le notariat

PROFESSION

DEF232j1 ■ Inspection occasionnelle des offices notariaux : portée de l'information préalable du procureur

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF232c5 ■ Airbnb en copropriété : le Conseil constitutionnel valide le dispositif *Le Meur* par **Benjamin Naudin**

DOCTRINE P. 19

DEF232d7 ■ Boire, manger et coucher ensemble... le concubinage en questions par **Clément Colas**

CHRONIQUES P. 24

DEF232i7 ■ Biens – Propriété par **Laetitia Tranchant, Alexandre Ferracci** et **François Colonna d'Istria**

VIE PRO P. 31

OFFRES ET DEMANDES P. 33

INDICES P. 36

DOCTRINE

Les établissements publics nationaux culturels
au prisme de la Cour des comptes

Gabriel Ballif

Les places de marché en ligne, auxiliaires de l'État :
la transformation silencieuse d'un modèle économique

Benjamin Moutte-Caruel

Les principales dispositions de la loi de simplification
de la vie économique du 26 mai 2026

Yves Broussolle

JURISPRUDENCE

L'effet exonératoire de la faute de la victime
d'un dommage corporel : le service minimum
(Cass. ass. plén., 29 mai 2026, n° 23-20.005)

Armand Dadoun

L'alignement du régime de la résiliation anticipée
du contrat sur celui de sa résolution
(Cass. com., 13 mai 2026, n° 24-21.473)

Anne-Catherine Richter

DOCTRINE

LPA204i8 Les établissements publics nationaux culturels au prisme de la Cour des comptes

PAGE 4

Gabriel Ballif

Au moment où, pour des motifs budgétaires, on cherche à réduire le nombre des opérateurs de l'État, la Cour des comptes souligne l'importance des établissements publics nationaux culturels dans l'activité du ministère de la Culture. Si elle recommande de renforcer le pilotage à leur égard, son souhait d'accroître leur autonomie financière paraît encore difficile, compte tenu de leurs missions de service public culturel.

LPA204i9 La proportionnalité en droit de la preuve, le crépuscule de la loyauté ?

PAGE 13

Julie Boyer

La preuve déloyale était, hier encore, irrémédiablement écartée du procès civil. Par deux arrêts d'assemblée plénière du 22 décembre 2023, la Cour de cassation a brisé cet automatisme : la loyauté cesse d'être un couperet pour devenir l'un des éléments que le juge met en balance, au cas par cas, avec le droit à la preuve. Patiemment forgé par la cour de Strasbourg, de Schenk à López Ribalda, ce standard de proportionnalité a été éprouvé puis étendu de 2024 à 2026 – du secret des affaires à l'enlèvement international d'enfant, jusqu'à la preuve issue d'une intrusion informatique. Reste à en mesurer le prix : un pouvoir d'appréciation considérable confié au juge, et le risque d'une recevabilité devenue imprévisible.

LPA204j6 Les places de marché en ligne, auxiliaires de l'État : la transformation silencieuse d'un modèle économique

PAGE 18

Benjamin Moutte-Caruel

Les places de marché en ligne sont devenues, par sédimentation normative, les auxiliaires de l'État dans ses fonctions les plus fondamentales : perception de la TVA, renseignement fiscal, précompte des cotisations sociales, identification des opérateurs économiques, surveillance du marché, modération des contenus illicites. Chacune de ces obligations répond à un objectif légitime – et souvent à des externalités que le modèle économique des plateformes a lui-même contribué à créer. C'est leur lecture d'ensemble qui révèle une réalité que le discours normatif tend à occulter : l'intermédiaire privé s'est vu progressivement investi de missions fonctionnellement publiques, sans que cette transformation ne soit jamais juridiquement nommée ni économiquement compensée. Le résultat est une hybridation structurelle dont aucune étude d'impact n'a mesuré l'effet cumulatif, et qui pèse de manière croissante sur la viabilité d'un modèle économique dont dépend, paradoxalement, la qualité même des missions d'intérêt général ainsi déléguées.

LPA204j5 Les principales dispositions de la loi de simplification de la vie économique du 26 mai 2026

PAGE 24

Yves Broussolle

Le Parlement a adopté définitivement la loi de simplification de la vie économique les 14 et 15 avril 2026, à la suite d'un long parcours législatif engagé en 2024. Selon le gouvernement, la loi vise à alléger les contraintes administratives, à améliorer la trésorerie des entreprises et à accélérer les projets industriels et numériques. Le Conseil constitutionnel, saisi par plus de 120 députés, a censuré plusieurs articles de la loi pour des raisons de procédure, en particulier l'article supprimant les zones à circulation restreinte et les dispositions modifiant le zéro artificialisation nette.

JURISPRUDENCE

LPA204i3 Problématiques autour du maintien du placement d'un enfant mineur à l'ASE

PAGE 28

Christian Gamaleu Kameni et Joséphine Sirri Neba

Cass. 1^{re} civ., 15 avr. 2026, n° 25-14.116

La cour d'appel qui, exerçant les pouvoirs du juge des enfants, ordonne un nouveau placement par une décision postérieure à la date d'échéance du précédent, ne commet aucun excès de pouvoir.

LPA204j1 **Constitutionnalité de la loi *Le Meur* relativement à l'encadrement de la location des meublés touristiques**

PAGE 32

Fabien Usciati

Cons. const., QPC, 19 mars 2026, n° 2025-1186

Saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel valide les dispositions de la loi Le Meur permettant aux assemblées générales de copropriété de modifier leur règlement afin d'interdire la location en meublés de tourisme de certains lots à usage d'habitation, à la majorité qualifiée des deux tiers des voix. Les Sages écartent les griefs tirés de la méconnaissance du droit de propriété, de la liberté d'entreprendre, de la liberté contractuelle et du droit au maintien des conventions légalement conclues. Cette décision, attendue depuis l'entrée en vigueur de la loi, s'inscrit dans la continuité d'une jurisprudence constitutionnelle bien établie en matière de droit de propriété.

LPA204j0 **Tontine fatale : quand clause d'accroissement et SCI entre concubins ne font pas bon ménage**

PAGE 35

Géraldine Delavaquerie

Cass. 3^e civ., 9 avr. 2026, n° 25-12.992, PB

Dans un arrêt du 9 avril 2026, la troisième chambre civile de la Cour de cassation se prononce pour la première fois sur les effets d'un pacte tontinier inséré dans les statuts d'une société civile immobilière constituée par deux concubins. Une telle clause, lorsqu'elle porte sur l'ensemble des parts de la société, est contraire à l'article 1832 du Code civil imposant qu'elle soit constituée par deux ou plusieurs personnes et emporte, en conséquence, la nullité de celle-ci.

LPA204i6 **Divorce international et prestation compensatoire devant la Cour de cassation : infléchissement du principe d'indivisibilité ou revirement ciblé ?**

PAGE 38

Bruno Ancel

Cass. 1^{re} civ., 25 mars 2026, n° 23-20.905

Le développement des situations familiales transnationales au sein de l'espace européen confronte régulièrement les juridictions françaises à un problème complexe : un époux dont le mariage a été dissous à l'étranger peut-il saisir le juge français d'une demande de prestation compensatoire, alors même que cette question n'a pas été soulevée devant la juridiction qui a prononcé le divorce ? La difficulté naît d'une tension entre deux logiques : celle du droit interne, qui subordonne la recevabilité de la demande à son introduction pendant l'instance, et celle du droit international privé, qui traite les obligations alimentaires comme une matière autonome, gouvernée par ses propres règles de compétence et de conflit de lois.

LPA204j7 **L'effet exonératoire de la faute de la victime d'un dommage corporel : le service minimum**

PAGE 44

Armand Dadoun

Cass. ass. plén., 29 mai 2026, n° 23-20.005

L'organisateur professionnel d'une activité sportive ou de loisir étant tenu de dispenser les consignes de sécurité nécessaires à la pratique de l'activité et adaptées au public concerné, en l'absence de telles consignes, il ne peut, en cas de dommage corporel subi par l'un des participants, obtenir un partage de responsabilité en invoquant une imprudence de la victime.

LPA204j2 **L'alignement du régime de la résiliation anticipée du contrat sur celui de sa résolution**

PAGE 50

Anne-Catherine Richter

Cass. com., 13 mai 2026, n° 24-21.473

Dans un arrêt du 13 mai 2026, la chambre commerciale de la Cour de cassation vient préciser, au visa des articles 1103 et 1229 du Code civil, les effets de la résiliation prématurée du contrat à durée déterminée. Elle en reconnaît d'une part l'efficacité, rendant impossible toute exécution ultérieure du contrat à titre d'exécution forcée. Elle affirme d'autre part la nécessité de se placer à la date de la résiliation pour évaluer l'exécution du contrat sur la nouvelle quotité temporelle, et ainsi accéder ou non à la demande de rémunération de l'une des parties.

LPA204j3

La protection de l'intérêt de l'enfant par le retrait de l'autorité parentale

PAGE **54**

Christian Gamaleu Kameni et Léa Marie Scheuer Messenger

Cass. crim., 13 mai 2026, n° 25-84.212

La décision de retrait de l'exercice de l'autorité parentale doit tenir compte de la position exprimée par l'autre parent, mais elle ne saurait être conditionnée à l'accord de ce dernier.

LPA204j4

Confirmation de l'imprescriptibilité de l'action en restitution du propriétaire d'un bien meuble indépendamment de la qualification d'action en revendication

PAGE **57**

Olivier Maurus

Cass. com., 20 mai 2026, n° 25-10.350

Un arrêt publié au Bulletin et aux Lettres de la chambre commerciale de la Cour de cassation, en date du 20 mai 2026 (pourvoi n° 25-10.350), aborde la question de la prescription de l'action en restitution exercée par le propriétaire de valeurs mobilières, en cette qualité. Est censuré pour violation de la loi l'arrêt qui a déclaré prescrite « l'action par laquelle le titulaire de valeurs mobilières en réclame la restitution à celui à qui il les a remises à titre précaire » alors que cette action, qui « naît de son droit de propriété », est imprescriptible en application de l'article 2227 du Code civil.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
celine.slobodansky@lextenso.fr

Droit des sociétés, n° 7 du 01 juillet 2026

Sommaire du numéro

Repère



LOI DE SIMPLIFICATION

L'illusion des lois de simplification et le droit des sociétés

N° 7 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | NORMES ESRS

Révision des normes ESRS : la Commission va-t-elle trouver l'équilibre entre pragmatisme et ambition ?

N° 91 - Par Gépy KOUDADJE et Romain RARD

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SARL

Création d'une société concurrente : violation de l'obligation de loyauté et de fidélité du gérant de SARL

N° 92 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EU INC.

Le CNB soutient le 28e régime européen (projet EU Inc.) tout en réclamant davantage de sécurité juridique

N° 93

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | WOMEN ON BOARDS

Directive Women on Boards : modalités pratiques de transmission des informations relatives à la parité à l'AMF

N° 94 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LIQUIDATEUR

Qualité pour agir de l'actionnaire en réparation du préjudice de la perte d'avance en compte courant causé par l'inexactitude des comptes

N° 95

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | VALEUR VÉNALE

Valeur vénale de titres non cotés

N° 96 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | USUFRUIT

Le produit d'un usufruit temporaire

N° 97 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMMISSAIRE AUX APPORTS

Défaut d'indépendance du commissaire aux apports : nullité de la lettre de mission

N° 98

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Registre du commerce et des sociétés : le CNB veut renforcer l'harmonisation des pratiques des greffes

N° 99

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | VIOLENCE

Illustration pratique de la violence pour abus de dépendance

N° 100 - Par Alexis ALVAREZ-ELORZA

[Consulter le PDF](#)

Études



PARTICIPATION AUX RÉSULTATS

Le devenir de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise à l'aube de son soixantième anniversaire

N° 7 - Par Jean-Sébastien LIPSKI

[Consulter le PDF](#)

LOI DE SIMPLIFICATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE

Adaptation du droit des sociétés par la loi de simplification de la vie économique (loi n° 2026-403 du 26 mai 2026)

N° 8 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PARTS SOCIALES

La clause statutaire de tontine intégrale vaut nullité de la société civile et n'est donc pas réputée non écrite

N° 74 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS - LCB-FT

Décret relatif à l'accès au RBE et à l'obligation de formation des professionnels assujettis aux obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

N° 75 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

Rétribution des apports et faute de la victime

N° 76 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

Cession consentie avant l'immatriculation et agrément par avance, quelle efficacité ?

N° 77 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | RÉPARATION DU PRÉJUDICE BOURSIER

Diffusion de fausse information, dol et perte de chance

N° 78 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PRATIQUE ANTI-CONCURRENTIELLE

Refus de transmission de QPC relatives à l'article L. 420-6 du Code de commerce, siège du délit de participation frauduleuse à une pratique anti-concurrentielle

N° 79 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | PACTE DUTREIL

Abattement de 75 % pour la détermination de l'assiette de droits de mutation de parts et actions transmises

N° 80 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSIION DE DROITS SOCIAUX

Régime d'imposition des gains tirés de management packages

N° 81 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 27 du 02 juillet 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

3 QUESTIONS - Contrefaçon : pourquoi envisager une action au pénal ?

N° 604 - Par Noémie SAIDI COTTIER et Nathalie MARCHAND

[Consulter le PDF](#)

PROFESSION

La profession de commissaire de justice achève son unification

N° 605

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Autonomie de la volonté et individualisme juridique. Influence et actualité de la pensée d'Emmanuel Gounot

N° 606

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

How harmonized is patent law in Europe

N° 607

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

L'audit légal en chiffres

N° 608

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Informatique quantique et contrats : quelles précautions faut-il prendre dès aujourd'hui ?

N° 609 - Par Anne COUSIN et Géraldine PACAUT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Assurance emprunteur : le CCSF renforce la protection et la lisibilité des contrats

N° 610

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Pas d'exécution forcée en cas de renonciation à la vente dans le délai légal laissé au locataire notifié

N° 611

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BREVET

La fraude alléguée dans la désignation de l'inventeur ne prive pas le titulaire de son action en contrefaçon

N° 612

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Contrôle des concentrations : les autorités européennes soutiennent le mécanisme d'« évocation » des opérations sensibles

N° 613

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT D'ENTREPRISE

Conditions de résiliation unilatérale d'un marché à forfait

N° 614

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Grande distribution : un État ne peut imposer une baisse même temporaire des prix

N° 615

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Le règlement relatif au filtrage des investissements étrangers dans l'Union est publié

N° 616

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Guide pratique DORA 2026 de l'AFG : de la préparation à la démonstration de la conformité

N° 617

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Sécurité des données : la CNIL rappelle les règles essentielles pour protéger l'entreprise

N° 618

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

Guide pratique pour l'organisation de l'élection 2026 des juges des tribunaux de commerce

N° 619

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Notion de pratique commerciale

N° 620

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Prospection commerciale non sollicitée : le cumul des poursuites et des sanctions censuré par le Conseil constitutionnel

N° 621

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Greentech : l'INPI démontre le rôle clé de la propriété intellectuelle dans la croissance des start-up de la transition écologique

N° 622

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RSE

Devoir de vigilance : TotalEnergies condamnée à intégrer les émissions de « scope 3 » dans son plan de vigilance

N° 623

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cessions de parts de sociétés à prépondérance immobilière : les règles changent

N° 624

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Violation du RGPD : le droit à réparation suppose la preuve d'un préjudice

N° 625

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

La loi renforçant les moyens de lutte contre la fraude sociale et fiscale est publiée

N° 626

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Prise en compte des indemnités journalières de naissance dans le calcul du RSA et de la prime d'activité

N° 627

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Crédit d'impôt recherche : une PME peut demander l'imputation de droit commun sur 3 exercices

N° 628

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Sociétés mères : une intégration tardive

N° 629

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cessions de parts ou actions de personnes morales à prépondérance immobilière : nouveau formalisme

N° 1213 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE

Quelle sanction pour la société civile contenant une clause de tontine portant sur la totalité des parts sociales ?

N° 1214 - Par Guillaume BUY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Application de la garantie légale de conformité à un contrat à double finalité

N° 1215 - Par Mélanie CESCUT-PUORE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

Responsabilité du commissaire aux comptes et groupes de sociétés : de la recevabilité de l'action au préjudice réparable

N° 1216 - Par Jean-Noël STOFFEL

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Travailleurs des plateformes de mise en relation : état du droit en 2026

N° 1217 - Par Franck MOREL

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Transfert de siège social à l'étranger et imposition immédiate des bénéfices réalisés et non encore taxés en cas de cessation d'activité en France

N° 1218 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 26 du 29 juin 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

La Corse : modèle d'une nouvelle République ?

N° 805 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

Isabelle Clanet dit Lamanit, défendre les enfants

N° 806 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | APPEL

« Observations » et arrêt d'exécution provisoire

N° 807 - Par Philippe GERBAY

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | DURÉE DU TRAVAIL

Le droit à la déconnexion ou la nécessaire protection du non-travail

N° 808 - Par Pascal LOKIEC

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL (EN MATIÈRE CIVILE)

Rédaction des conclusions d'appel : gare au formalisme excessif

N° 809

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 8 au 14 juin 2026

N° 810

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Frais bancaires sur succession : censure de la gratuité obligatoire mais validation du plafonnement

N° 811

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENTS COMMERCIAUX

L'octroi d'un délai de préavis n'est pas incompatible avec l'existence d'une faute grave justifiant la cessation du contrat sans indemnité

N° 812

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Création d'une société concurrente : violation du devoir de loyauté et de fidélité du gérant de SARL

N° 813

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 24 juin 2026

N° 814

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 8 au 14 juin 2026

N° 815

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Lutte contre les fraudes sociales et fiscales : l'essentiel de la loi validée

N° 816

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 24 juin 2026

N° 817

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 8 au 14 juin 2026

N° 818

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | MÉDIATION

Médiation : l'intérêt général de la paix contentieuse reconnu par le juge

N° 819 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSTRUCTION-URBANISME

Quelle action des constructeurs condamnés au titre de la garantie décennale contre le maître d'ouvrage ?

N° 820 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSTRUCTION-URBANISME

Responsabilité décennale : le top départ du délai

N° 821 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Responsabilité de l'État en matière de surveillance scolaire : la faute des enseignants doit être caractérisée

N° 822

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉLECTIONS

Listes électorales : limites du recours en radiation ouvert au tiers électeur

N° 823

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SÉCURITÉ PUBLIQUE

Projet de loi sur l'ordre public : mise en garde de la Défenseure des droits

N° 824

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 24 juin 2026

N° 825

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DISCRIMINATION RELIGIEUSE

Refus discriminatoire d'accéder au financement des cultes

N° 826 - Par Gérard GONZALEZ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Hospitalisation d'office en vue d'un accouchement

N° 827 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | AIDES D'ÉTAT

Sursis à exécution d'une procédure de récupération de l'aide illicite et disparition de l'avantage concurrentiel

N° 828 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | BLANCHIMENT DE CAPITAUX OU DU FINANCEMENT DU TERRORISME

Lutte contre le blanchiment et respect du droit à la vie privée

N° 829 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

Responsable autant qu'en emporte la vente

N° 830 - Par Nathanaël LESDEL

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

CAP Droit à la faculté de Bordeaux : objectif réussite

N° 831 - Par Matteo BARTOLUCCI

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | CYBERSÉCURITÉ

Le futur cadre européen de cybersécurité (CSA2)

N° 832 - Par Stéphane BRACONNIER

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Droit des contrats

N° 833 - Par Paul GROSSER , Dimitri HOUTCIEFF , Grégoire LOISEAU et Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ENTREPRISES

3 Questions à Jean-Julien Lemonnier, avocat associé, Stephenson Harwood et Raphaël Gauvain, avocat associé, Stephenson Harwood, et ancien parlementaire

N° 834

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Affaire Lyhanna : un pré-rapport met en lumière une succession de défaillances

N° 835

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Honoraires d'avocat : la renonciation à l'aide juridictionnelle doit être expresse

N° 836

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | GREFFIERS

Droit de se taire en matière disciplinaire : pas de nullité sans influence déterminante sur la sanction

N° 837

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BARREAU DE PARIS

Le TJ de Paris expérimente le « consensus parental »

N° 838

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JURIDICTIONS FINANCIÈRES

Modification de dispositions réglementaires du Code des juridictions financières

N° 839

[Consulter le PDF](#)